



Assemblée générale

Distr. générale
25 août 2021

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Quarante-huitième session

13 septembre-1er octobre 2021

Point 2 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat
et du Secrétaire général**

Exposé écrit* présenté par Association Thendral, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[22 août 2021]

* Publié tel quel, dans la/les langue(s) de soumission seulement.



La criminalisation de la commémoration du génocide de Mullivaikal

Depuis la fin de la Guerre des cinghalais contre le Tamouls, l'oppression continue sous d'autre formes. Un obstacle qui continue d'empêcher la réalisation d'une justice transitionnelle constructive au Sri Lanka est la persistance de la criminalisation ou de l'interdiction de la liberté des Tamouls de l'Eelam de se souvenir des morts et d'affirmer leur histoire.

Sri Lanka, un pays marqué par 30 années de guerre civile opposant le gouvernement cingalais et les tamoules représentée par les Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE), du juillet 1983 au mai 2009. La fin de la guerre se termine en sanglot. Du janvier au mai 2009, 78% des morts civiles ont lieu dans la zone de cessez-le-feu, ce qui sont des crimes de guerre et crimes contre l'Humanité. Bien que la guerre civile au Sri Lanka a officiellement cessé le 9 mai 2009, officieusement elle perdure encore Aujourd'hui, les Tamoules demeurent dominée vivant dans un environnement surveillé et militarisé, ce qui se traduit par l'oppression et les violences policières et militaires envers les citoyen.nes tamoules.

Cette oppression se manifeste entre autres par l'interdiction stricte aux Tamoules de commémorer leurs défunt.es, des citoyen.nes assassiné.es par milliers par le militaire cingalais. Le gouvernement interdit par la force policière et militaire aux victimes de guerre de rappeler le souvenir des membres de leur famille qu'ils/elles ont perdus durant les nombreux massacres et génocides : massacre à l'hôpital de Jaffna, massacre de Sencholai, Vellipuram, génocide de Mullivaikal, Mullaitivu, massacre de Eastern University, Chenkaladi, massacre de Sathurukondan etc.

Un des récents exemples est l'interdiction de la commémoration du génocide de Mullivaikal. Ce génocide est l'un des plus grands génocides de l'histoire de l'Eelam. Durant les derniers mois avant la fin officielle de la guerre, plusieurs milliers de Tamoules ont été tué.es dans la zone de cessez-le-feu à Mullivaikal, un village de Mullaitivu. Le gouvernement cingalais a lourdement bombardé ces régions allant à l'encontre de l'accord fait avec LTTE. Les hôpitaux, les aides humanitaires dont la Croix Rouge, les centres de l'ONU n'ont pas été épargnés non plus par les attaques militaires du gouvernement. Les civiles se sont trouvé.es piégé.es dans ces zones, ne pouvant s'enfuir. Le nombre exact de civiles assassiné.es restent flou allant de plusieurs milliers de morts à plusieurs centaines de milliers de morts.

Depuis bientôt 12 ans les Tamouls du Monde entier représentant plus de 80 millions de personnes a travers le Monde, commémore le 18 mai comme étant la journée international du génocide tamoul, les organisations de la diaspora tamoule du monde entier, expriment leur condamnation sans équivoque de la destruction et de la profanation du mémorial du génocide de Mullivaikaal dans le nord du Sri Lanka, symbole de révérence et de réconfort pour les dizaines de milliers de Tamouls tués par les forces armées sri lankaises dans les « zones sans feu » en 2009.

L'acte honteux perpétré sous le strict confinement de Covid et la présence militaire suffocante ne laisse aucun doute sur l'identité des auteurs. La destruction du mémorial des victimes de la guerre tamoules à Mullivaikkal en Mai 2021, semble être la réponse du gouvernement sri-lankais fortement militarisé à l'adoption réussie de la récente résolution de l'UNHRC sur le Sri Lanka en mars 2021.

La résolution A/HRC/46/1 met en place un mécanisme d'enquête relevant du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour la collecte, la préservation et l'évaluation des preuves de violations flagrantes des droits de l'homme au Sri Lanka afin de faire avancer la responsabilité et d'aider dans les futures procédures judiciaires.

Le vandalisme insensé de ce Mémorial et la profanation des tombes de la patrie traditionnelle tamoule au Sri Lanka ne feront que renforcer la détermination des Tamouls partout à demander justice. Nous appelons les États-nations et les organisations internationales des droits de l'homme à condamner les actes inhumains d'éléments associés à l'armée sri-lankaise et exhortons le gouvernement sri-lankais à respecter le droit de commémoration.

Même 12 ans après la fin officielle de la guerre, le gouvernement dont l'actuel président du Sri Lanka, Gotbaya Rajapaksa, et son frère ancien Président du Sri Lanka et le premier

ministre actuel, Mahinda Rajapaksa, tous deux accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité ont interdit toute commémoration des civils tamoules assassinés durant ces massacres puisqu'ils sont les auteurs. C'est ce qui a conduit, dans la nuit du 9 janvier 2021, à la manifestation de civils tamoules dont des étudiants et le maire de Jaffna, Vishwalingam Maniwannan, devant l'Université de Jaffna afin d'empêcher la démolition du mémorial commémorant le génocide de Mullivaikal. La démolition a été une décision ordonnée et soutenue par le vice-doyen de l'Université de Jaffna, S. Srisatkunarajah.

Ce mémorial a été érigé en 2019 par les étudiants de l'Université. Il a été sculpté par un étudiant qui a perdu son père lorsque sa famille et lui ont tenté de fuir la zone du conflit à Mullivaikal. Malgré la protestation pacifique des civils et étudiants, ce mémorial a été détruit. Sous la pression et le soutien des Tamoules vivant à l'étranger et la pression médiatique, ce mémorial a été reconstruit mais rien ne garantit qu'il sera toujours là l'année prochaine, d'autant plus que la commémoration du génocide de Mullivaikal reste toujours interdite comme toute autre commémoration rappelant les massacres et génocides perpétrés par l'armée et gouvernement sri lankais.

Les demandes du peuple tamoul pour la liberté de commémorer ses morts et ses disparus, réclamer justice, vouloir identifier où les corps de leurs enfants sont allés, vouloir poursuivre les criminels de guerre, réclamer réparation à l'ONU – sont des exigences fondamentales ou des principes de justice transitionnelle. Dans tout pays où il y a eu un génocide, par exemple le Rwanda, un pays doit avoir une période de réconciliation, et cette réconciliation ne peut pas être basée sur le récit des vainqueurs d'un conflit. Pour cela, les deux parties doivent avoir une sorte de respect mutuel, ce qui n'est pas possible sous la même administration qui a supervisé les atrocités de Mullivaikal.

Le gouvernement sri-lankais a prouvé à plusieurs reprises son incapacité à comprendre le traumatisme collectif, à savoir le chagrin des familles de ceux qui ont été pris au piège dans les dernières semaines du conflit, où environ 300 000 ont fini par être coincés dans un enfer, connu sous le nom de Mullivaikal et puis massacré. Les autorités sri lankaises et la communauté internationale doivent comprendre pourquoi les événements de commémoration tamoules interdits ne sont pas des actes politiques mais sont au cœur de l'identité des Tamoules de l'Eelam.

L'effacement de la mémoire et de l'histoire tamoules est un enjeu politique, mais aussi un enjeu de génocide culturel car tout cela fait partie de l'effacement de l'identité tamoule en termes de langue, de commémoration, de culture, de notre propre histoire. Le génocide culturel essaie de détruire un peuple en lui ôtant son histoire, son identité et ses méthodes d'organisation et d'expression collectives afin de le subsumer complètement, de le marginaliser et de nier son identité en termes d'État dominant. Tout cela fait partie d'un plan très conscient qui est l'unité de l'État sri-lankais et, jusqu'à ce que tout le monde accepte le droit du peuple tamoul de commémorer les morts, de la manière qu'il souhaite et d'avoir les symboles qu'il souhaite avoir, il ne peut pas avancer.

En termes de réconciliation, il y a des milliers de personnes qui attendent justice pour leurs familles disparues ou assassinées. Le Sri Lanka a le deuxième plus grand nombre de disparitions forcées au monde, avec un arriéré compris entre 90 000 et 110 000 disparitions depuis la fin des années 1980, selon le rapport de l'année dernière du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

En revanche, le pays célèbre le jour de la fin de la guerre par des parades militaires et commémorent les soldats de l'armée sri lankaise tout en imposant une surveillance militaire accrue dans les régions majoritairement peuplée de Tamoules notamment à cette date et à la date du 18 mai. Une date qui représente le jour du Génocide des Tamoules (Tamil Genocide Day).

Recommandations

- le gouvernement du Sri Lanka devrait lever toutes les interdictions et supprimer la présence militaire sri lankaise lors des événements de commémoration tamoules, et ainsi permettre aux Tamoules de l'Eelam de commémorer pacifiquement et de pleurer

les pertes de leurs proches • l'UNHRC devrait nommer un rapporteur spécial pour traiter des violations internationales des droits humains au Sri Lanka

- la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme devrait nommer un panel indépendant pour travailler sur la disparition forcée et devrait renvoyer la question à l'Assemblée générale.
- Les membres du Conseil auront une nouvelle résolution dans le cadre de l'Agenda 4 pour nommer un rapporteur spécial pour surveiller et enquêter sur les violations des droits humains et la répression en cours contre le peuple tamoul.

Global Tamil Movement, une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.